Une femme à la présidence ? Le point de vue des associations féministes

Autor(en): **Odier, Lorraine**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[95] (2007)**

Heft 1509

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-283105

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Une femme à la présidence? Le point de vue des associations féministes

Pour la première fois en France, une femme pourrait accéder à la présidence du pays. Ce fait est souvent perçu et décrit dans la presse comme le signe d'une avancée vers une plus grande égalité entre femmes et hommes. Cependant l'élection d'une femme à la présidence de la République française n'est pas le but ultime de la lutte pour l'égalité. Une éventuelle élection de Ségolène Royal représente-t-elle néanmoins un espoir pour les associations féministes en France? L'émilie a donné la parole au Mouvement français du planning familial (MFPF) et aux Féministes indigènes (1). Toutes deux soutiennent que d'un point de vue absolu, elles ne pourraient que approuver le fait qu'une femme soit élue à la présidence, cependant l'une et l'autre pondèrent leur propos, de manière plus ou moins radicale.

Lorraine Odier

Une fois rappelé que le MFPF ne donnera pas de consigne de vote, Maité Albagly, secrétaire générale du MFPF, commente: «Chaque fois qu'une femme a été élue à la présidence (dans d'autres pays), le MFPF s'en est félicité. Cela devient plus complexe lorsqu'il s'agit de notre réalité. En l'occurrence nous ne défendons pas l'idée «d'une femme à n'importe quel prix». Ce qui prime, c'est le programme. C'est pourquoi, dans les prochaines semaines, nous allons contacter tous les candidats à la présidence pour leur faire part de nos revendications.» La secrétaire générale ne cache pourtant pas que si Ségolène Royal devenait présidente, un espoir deviendrait réalité. «Cela permettrait certainement de casser le plafond de verre et de faire changer l'image de la femme en politique. Peut-être qu'ainsi les femmes seraient plus présentes au sein de nos différentes instances politiques. Il faut savoir qu'en France le plafond de verre se situe très bas, il y a à peine 11% de femmes au parlement, ce qui est beaucoup moins que dans de nombreux pays d'Europe ou de pays du Sud».

Quel changement espère le MFPF, une association cinquantenaire qui vit de ses fonds propres, sans subventions d'Etat? «Concrètement, pour l'existence même de notre mouvement, le fait que Ségolène Royal devienne présidente, ne devrait pas changer grand-chose. Par ailleurs, une fois au pouvoir, elle sera prise dans des contingences liées à sa fonction de présidente. Nous serons très vigilantes sur la mise en œuvre concrète de son programme», soutient Maité Albagly avant de nuancer : «Il faut tout de même souligner que c'est la seule candidate qui intègre, dans son programme, la question des femmes, qu'elle propose de mettre en place une loi cadre sur la violence de genre. Loi qui n'existe toujours pas en France. Nous recevons donc cette proposition comme un signe positif, adressé aux associations féministes.»

De son côté, Houria Bouteldja, porte-parole des «Féministes indigènes» – collectif associé au mouvement autonome des «Indigènes de la République» –, soutient que «d'un point de vue féministe, l'élection de Ségolène Royal serait une bonne chose. En outre, je me sens solidaire avec elle. Mme Royal est souvent l'objet d'attaques dans lesquelles elle est taxée d'incompétente par les médias, ses adversaires politiques ou encore par ses collègues.» Pour Mme Bouteldja, l'adjectif «incompétente» est un qualificatif sexiste et adressé uniquement aux femmes dans le champ politique. Au-delà de la condamnation de ces attaques injustifiées, la représentante des Féministes indigènes est très critique à l'égard de la candidate : «Je ne pense pas que Ségolène Royal soit féministe. Elle ne semble pas du tout remettre en cause le patriarcat. Lorsque l'on regarde de près ses prises de position ou encore ses actions politiques passées, on s'aperçoit qu'elle a un discours sur les femmes, mais elle n'a pas de discours féministe.» Mais la question dépasse la candidate elle-même: «Pour les Féministes indigènes, le PS représente un adversaire politique. Nous menons une campagne de sanction, qui se traduit en deux volets. D'une part, nous appelons au boycott du PS (et des partis de droite évidemment). Et le fait que la candidate du PS soit une femme n'y change rien. Nous avons depuis longtemps tiré une croix sur le parti de gauche, car il ne mène en rien une politique féministe. D'autre part, nous posons des exigences aux partis de la gauche de la gauche. Et nous appellerons à voter pour ceux dont le programme est le plus proche de nos revendications.» En cas d'élection de Mme Royal, les Féministes indigènes soutiendront la réalisation d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes. «Cependant nous resterons très attentives à ce que la loi concerne toutes les femmes sans distinctions. Nous veillerons à ce qu'il n'y ait pas d'amalgame entre les femmes voilées et les femmes violées, tel que nous avons déjà pu le déceler dans certains de ses discours.»

Note :
(1) Pour en savoir plus sur le MFPF: http://www.planning-familial.org/
et sur les Féministes indigènes: http://www.indigenes-republique.org/